

PROBLEMES POLITIQUES ET GEOGRAPHIE A MADAGASCAR

par

G. RABEARIMANANA

La présence impérialiste dans le sud-ouest de l'Océan Indien et les difficultés de consolidation de l'unité nationale, ... le premier de tous les intérêts» (du peuple malgache) (1), tels sont les principaux problèmes politiques à l'ordre du jour à Madagascar. Qu'ont-elles à voir avec la géographie ?

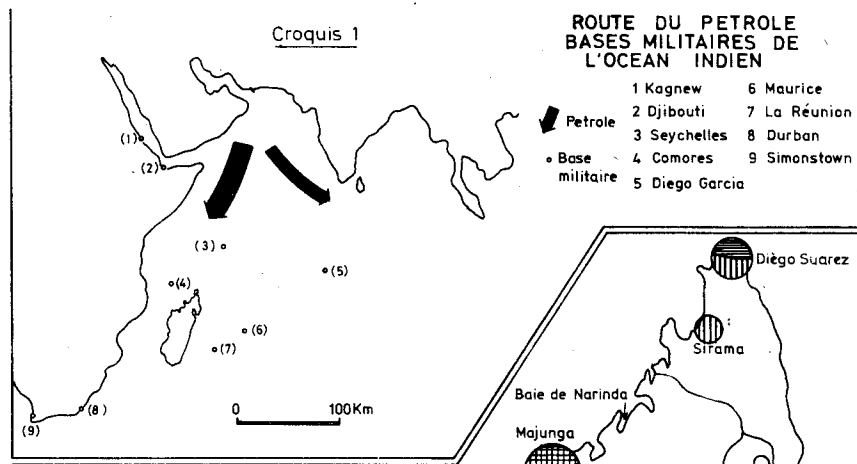
Rien, pensent nombre de gens et des géographes en premier lieu. Non pas qu'ils nient le rôle de la géographie dans la conduite des guerres passées et actuelles. Ce n'est plus possible depuis les bombardements américains des digues du Fleuve Rouge pour tenter de briser la résistance vietnamienne, bombardements qui ont utilisé les résultats des recherches géographiques. Mais simplement parce qu'ils estiment qu'en temps ordinaire, le géographe et sa science devant garder une sereine «objectivité», peuvent demeurer loin des champs de bataille politique et des questions brûlantes.

En fait, il s'agit dans le meilleur des cas d'une illusion qu'il faut combattre. Car, à la limite, l'«objectivité» et l'«apolitisme» ne sont que des paravents dissimulant des prises de position pernicieuses. En effet, l'espace objet du géographe, c'est à dire Madagascar et la zone où elle se trouve pour ce qui nous concerne ici, n'est-il pas le terrain où s'inscrivent des stratégies et des luttes politiques évidentes ?

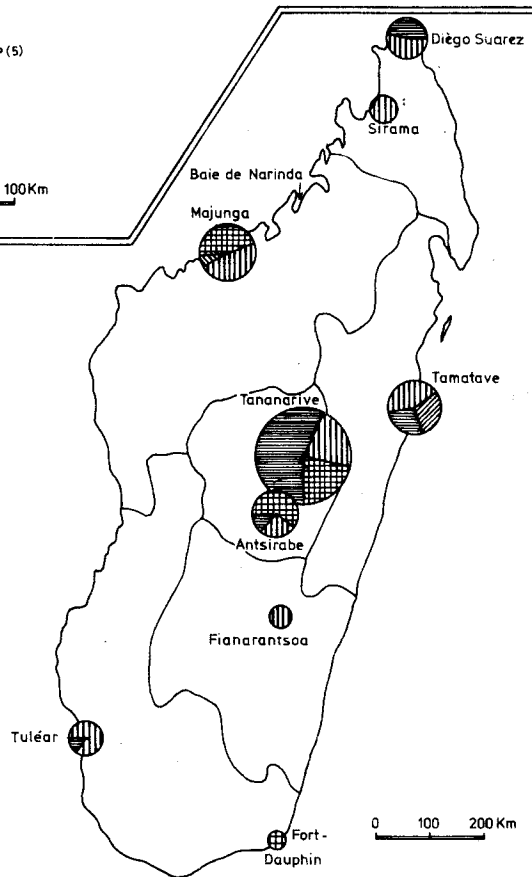
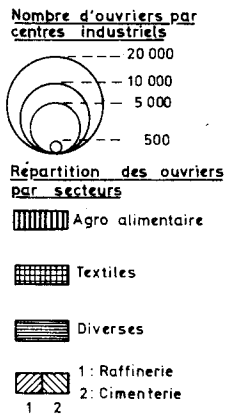
Cet état de chose nous semble impliquer d'une part une explication rapide du message politique transmis par la géographie malgache jusqu'à présent et, d'autre part, une prise de position aussi claire que possible pour tout géographe qui veut contribuer à impulser, à accélérer ou à orienter les transformations progressistes nécessaires à ce pays : la géographie militante est bien à l'ordre du jour.



1). D. RATSIRAKA — Charte de la Révolution socialiste malagasy, p.33.



Croquis 2 MADAGASCAR



I – PRESENCE IMPERIALISTE DANS LE SUD-OUEST DE L'OCEAN INDIEN

Le sud-ouest de l'Océan Indien dans lequel baigne Madagascar n'est pas seulement, ni essentiellement une donnée physique que le géographe doit connaître avec précision. C'est aussi et avant tout un espace où se déploient actuellement d'importantes activités économiques, politiques et militaires. Les peuples de cette zone doivent, en effet, livrer quotidiennement des combats multiformes pour préserver ou conquérir leur indépendance. Et les puissances étrangères y sont face à face.

Le géographe ne peut pas ne pas souligner que cette partie de l'Océan Indien constitue depuis une douzaine d'années, la «Route du pétrole» pour l'Europe capitaliste, la fermeture du Canal de Suez en 1867 ayant automatiquement imposé la «Route du Cap» comme seule voie possible de l'acheminement du pétrole du Moyen-Orient vers l'Europe occidentale. La réouverture partielle du Canal en juin 1975, n'a pas modifié de manière significative les données, car les super-tankers de 300 000 t et même plus, ne peuvent pas l'emprunter. Parce que le pétrole importé est vital pour l'économie (et la civilisation) européenne (2), la sécurité de son transport doit être assurée contre tous les risques. Ce qui ne va pas sans conséquences fâcheuses pour les pays et les peuples de la zone. Ce qui, en tous cas, a contribué à remodeler cet espace au service des puissances capitalistes d'Europe.

Les quelques 12 000 miles nautiques (environ un mois de navigation) qui séparent le Golfe Persique des côtes européennes, rendent techniquement nécessaire l'aménagement de relais sous forme de grands ports devant assurer le ravitaillement et les réparations des pétroliers géants. A cet égard, comment le géographe pourrait-il passer sous silence le projet Narinda (baie dans le nord-ouest de Madagascar) (3) qui a tenu en haleine l'opinion malgache en son temps parce qu'il était important pour le pays ?

Au début de 1971, un grandiose projet de «cale sèche» a été élaboré pour la baie de Narinda concurrentement par des financiers sud-africains en relation avec des «clans» opposés au sein de la classe politique au pouvoir à Madagascar. La profondeur naturelle de cette baie bien abritée aurait permis d'accueillir sans problème les plus gros bateaux. Comme Narinda était également prévue pour être un port franc, on peut affirmer qu'il aurait sans doute constitué une source importante de profits pour ses promoteurs sud-africains ou français et leurs partenaires malgaches (4). Un port de cette dimension aurait au moins boule-

2). En moyenne, de 1968 à 1972 : 400 000 000 t/an ; plus de 600 000 000 t en 1976 soit environ les deux-tiers de la consommation européenne.

3). Voir croquis n° 2.

4). Le projet qui a contribué à aiguïser les contradictions entre «pro-sud-africains» et «pro-français» au sein du régime Tsiranana, a avorté avec la chute de celui-ci en 1972.

versé la géographie du Nord-Ouest malgache. En outre, au service d'intérêts étrangers, il aurait été une menace de plus pour la souveraineté nationale malgache, d'autant plus qu'il serait venu s'ajouter tout simplement aux bases militaires françaises alors installées à Diego-Suarez et à Ivato-Tananarive (5).

Ces dernières n'étaient d'ailleurs que les éléments d'une longue chaîne de bases militaires destinées à protéger totalement la Route du Pétrole (croquis n° 1). Ces bases, rien que par leur nombre, expriment l'importance que les puissances capitalistes accordent à la zone. Elles matérialisent leur stratégie, une stratégie claire fondée sur l'intervention directe ou indirecte dans les affaires des peuples de la région.

Ces bases sont en effet là :

- pour soutenir les régimes politiques plutôt favorables aux intérêts impérialistes : Djibouti, Maurice, Kenya, sans parler de la Réunion ou de l'Afrique du Sud ;
- pour aider au renversement des régimes qui remettent en cause ces intérêts contraires à ceux de leurs peuples : l'éviction (puis l'assassinat) d'Ali Soilih aux Comores en mai 1978 est, à cet égard, significative ;
- enfin, elles sont là pour gêner (ou déstabiliser ?) les régimes qui tentent d'exercer leur souveraineté nationale en nouant de nouvelles alliances : Madagascar, Mozambique.

Car le jeu impérialiste a, ici comme ailleurs, et peut-être actuellement plus qu'ailleurs, nécessairement transformé la région en zone de tension internationale, l'Union soviétique en tant que puissance socialiste estimant, et c'est bien logique, qu'elle doit contrebalancer par sa présence cette pression occidentale sur les peuples. De ce fait, les flottes de guerre de différentes puissances se croisent dans le sud-ouest de l'Océan Indien : elles y manoeuvrent, en attendant d'y faire la guerre ?

La disparition du bastion pro-américain qu'était l'Iran avant 1979, ainsi que la guerre irako-iranienne qui a éclaté en octobre 1980, n'augmentent pas seulement la tension dans le Golfe arabe. Elles accroissent réellement les risques d'un affrontement dans la zone où se trouve notre pays.

Le géographe, situant Madagascar dans un océan transformé, miné par des intérêts contradictoires et des conflits latents, ne peut éluder le choix politique. En effet, occulter d'une manière ou d'une autre (ou refuser d'analyser) la stratégie impérialiste et ses conséquences dans la région, ne revient-il pas, au fond, à aider ceux qui en sont les auteurs et les complices ? Par contre, mettre scientifiquement en évidence ces données, n'est-ce pas déjà, dénoncer l'impérialisme ? Ainsi, l'analyse de cet espace, qui est un acte on ne peut plus géographique, s'accompagne nécessairement d'une prise de position politique.

5). Celles-ci ont été évacuées en 1973 après la dénonciation par Madagascar des Accords de Coopération de 1960 entre la France et Madagascar.

II – UNITE NATIONALE, DISPARITES REGIONALES ET GEOGRAPHIE

La brûlante question de l'unité nationale impose au géographe un engagement politique certain, sous des formes différentes et à une autre échelle.

Question fondamentale, ce thème de l'unité nationale alimente bien des discours et des programmes politiques. Considérée comme une condition *sine qua non* du développement du pays, elle paraît constamment menacée, ou tout au moins insuffisamment consolidée.

Les différentes fractions de la bourgeoisie qui se disputent la direction du pays pour l'utiliser à leur seul profit, remettent en cause plus ou moins ouvertement l'unité nationale de temps à autre. Pour ce faire, elles s'appuient consciemment ou non, sur le vieux mythe colonialiste de l'opposition Merina-Côtiers (Province de Tananarive-reste du pays) (6). Elles ont beau jeu, tant qu'elles peuvent invoquer de manière obscure, les uns la suprématie naturelle et normale des originaires de Tananarive qu'il faut, à leurs yeux, conserver à tout prix, les autres, le déséquilibre entre les régions instauré selon eux par ces derniers à leur profit, aux dépens de tous les autres Malgaches qu'il faut coûte que coûte changer. Ces positions exacerbent, il va de soi, le régionalisme et la division. C'est un problème politique de première grandeur dans la mesure où ces opinions qui se fondent apparemment sur des données objectives, gagnent et divisent plus ou moins épisodiquement les masses populaires.

Or, qu'en est-il exactement de cette suprématie de la province de Tananarive dont certains sont fiers, de ces disparités brimant le reste du pays que d'autres incriminent tout en attribuant la responsabilité de leur existence à leurs compatriotes de Tananarive ? Ces idées reçues sont-elles bien fondées ?

Il appartient au géographe de répondre à cette question, car l'analyse scientifique de l'espace national relève de son domaine. En montrant la nature et les dimensions réelles du déséquilibre entre les provinces (régions ?), il fait oeuvre de géographe. Et, du même coup, il prend part à ce débat politique brûlant mais combien important qui agite le pays et conditionne son avenir.

Il peut l'éclairer de sa science car les principaux éléments du déséquilibre entre les «régions» (plus exactement entre les six provinces) malgaches peu-

6) Merina : ethnie habitant la partie centrale des Hautes Terres, correspondant en gros à l'actuel «faritany» (province) de Tananarive, appelés jadis (à tort) «Hova». Le général Galliéni, Gouverneur général de Madagascar de 1896 à 1905, promoteur de la «politique des races», écrivait : «Quand ces Hovas se répandront vers les régions côtières, ils feront de Madagascar une colonie digne de ce nom» (in «Galliéni pacificateur», par H. Deschamps et P. Chauvet, 1949).

vent, en effet, être mesurés et cartographiés : densité de population, taux de scolarisation, couverture médicale... (7). Sur tous ces points, la province de Tananarive, depuis au moins le milieu du XIX^{ème} siècle se caractérise par une densité plus forte, un taux de scolarisation plus élevé et une meilleure couverture médicale que le reste du pays. Ces caractéristiques sont encore valables actuellement et permettent donc de conclure à une avance de cette province. Mais c'est là une conclusion partielle car bien des nuances s'imposent comme le montrent les données se rapportant à l'économie et aux niveaux de vie.

TABLEAU I

LONGUEUR DES ROUTES EN 1976

(Source : Ministère des Transports)

Provinces	Superficie en km ²	Routes en km		Longueur des routes en km/km ²
		Total	Bitumées	
Tananarive	58 283	5 377	1 087	0,092
Fianarantsoa	102 373	5 951	916	0,058
Tamatave	77 911	3 293	605	0,045
Diego-Suarez	43 046	2 423	505	0,056
Majunga	150 023	5 230	1 001	0,035
Tulear	161 405	5 282	412	0,032
MADAGASCAR	587 041	27 566	4 526	0,046

7). Les seuls chiffres disponibles et auxquels le géographe est obligé de se référer faute de mieux, se rapportent à chaque province (actuellement : « fari-tany ») : division administrative qui ne correspond nullement à une région, quel que soit le sens donné par le géographe à ce concept. Ces chiffres, faciles à utiliser, sont cependant gênants pour les géographes qui ne sauraient confondre « province » et « région ».

TABLEAU II

SITUATION DU PARC AUTOMOBILE EN 1973

(Source : INSRE)

<i>Provinces</i>	<i>Total parc automobile</i>	<i>Camions et camionnettes</i>	<i>Tracteurs</i>
Tananarive	53 196	15 861	898
Fianarantsoa	10 074	4 450	158
Tamatave	9 889	4 152	500
Diego-Suarez	9 825	3 685	650
Majunga	7 063	2 895	545
Tulear	8 628	4 055	316
<hr/>	<hr/>	<hr/>	<hr/>
Total	98 675	35 098	3 067

L'infrastructure routière et la répartition de l'ensemble du parc automobile confirment donc l'avance de la province de Tananarive (55 % du parc national ; 40 % des camions et camionnettes). Il faut toutefois noter d'une part que 92 m de route par kilomètre carré, c'est tout de même insuffisant (même si c'est très au-dessus de la moyenne nationale) et, d'autre part, que la province de Tananarive regroupe 29 % de la population malgache. Ce qui signifie, par exemple, concernant les tracteurs avec 32 % du total, que Tananarive est à peine mieux équipé que le reste du pays.

L'examen statistique de la répartition des ouvriers d'usines entre les différentes villes du pays impose une conclusion allant dans le même sens.

TABLEAU III

LES OUVRIERS DANS LES VILLES DU PAYS
(Croquis n° 2)

(Source : Recensement général de la
population et des habitants 1975 —
Données socio-économiques, milieu
urbain — INSRE)

Villes	Nombre d'ouvriers	% de la population au travail	% du nombre total d'ouvriers à Madag.
{ Tananarive	18 870	18,0	42,0
{ Antsirabe	4 300	16,0	9,6
Fianarantsoa	960	5,0	2,1
Tamatave	6 280	29,5	14,0
{ Diego-Suarez	3 170	29,0	7,1
{ Sirama	1 520	84,0	
Majunga	7 100	37,3	16,0
{ Tulear	1 910	14,0	4,2
{ Fort-Dauphin	500	11,0	1,1
Total	44 610	20,8	

En chiffres absolus, les deux centres industriels de la province de Tananarive (Tananarive et Antsirabe) ont un poids considérable : plus de 23 000 ouvriers soit, environ, 52 % de tous les ouvriers d'usine du pays ! Mais il ne faut pas s'y tromper car, rapporté aux chiffres de population au travail dans chaque ville, ce qui est plus conséquent, ce poids n'apparaît plus guère.

A cet égard, en effet, les deux centres des Hautes Terres sont devancés et d'assez loin, par Majunga, Tamatave et Diego-Suarez. Ils se situent même au-dessous du pourcentage moyen de tous les centres industriels du pays. Dans la mesure où le poids relatif des industries (compte non tenu des petits ateliers) peut signifier modernisation de l'économie dans le contexte actuel de Madagascar, on doit insister sur l'importance de cette donnée pour Majunga et Tamatave. Du reste, ces deux villes sont, par ailleurs, à la tête de provinces assez bien équipées en tracteurs...

Peut-on autant dire pour les niveaux de revenus ? (Voir Tableau IV)

TABLEAU IV

REVENUS MOYENS PAR HABITANT EN F.M.G. (8)

Provinces	CHEFS-LIEUX		MILIEU RURAL DE CHAQUE PROVINCE	
	1962	1977-78	1962	1968-69
Tananarive	41 800	67 500	14 925	11 156 (villages près d'Antanifotsy)
Fianarantsoa	27 100	39 052	10 567	5 049 (Villages près de Vohipeno)
Tamatavé	44 200	49 913	11 610	
Majunga	38 300	75 120	15 362	
Tulear	17 900	59 850	12 001	10 709 (villages près de Morondava)
Diego-Suarez	46 200	66 551	16 913	4 906 (villages près de Maroantsetra)

D'une part, ces chiffres confirment les conclusions déjà entrevues, Tananarive, chef-lieu de province, n'est pas en tête et le bouleversement intervenu dans le classement des grandes villes entre 1962 et 1977-78 recoupe bien les indications déjà notées pour Majunga et Diego-Suarez à propos des industries. La ville de Tulear surprend par son ascension entre les deux dates. Et tout cela prouve, en tout cas, qu'il est bien vain de vouloir, sur cette donnée pourtant fondamentale, établir une hiérarchie, même provisoire entre ces villes.

D'autre part, ce qui retient l'attention au vu des chiffres se rapportant au milieu rural (en 1962 comme en 1968-69), c'est le fossé qui sépare les revenus ruraux des revenus urbains. Ce qui signifie que, si le déséquilibre entre les provinces est très délicat à cerner, celui entre ville et campagne à l'intérieur de chaque province ne peut être mis en doute, d'autant plus qu'il semblerait qu'il y ait eu baisse de revenu en milieu rural entre 1962 et 1968 !

La compréhension d'une telle situation impose au géographe l'analyse des relations ville-campagne, relations qui, incontestablement, se résument en un pompage des richesses produites par les ruraux, par la bourgeoisie urbaine. Mais il s'agit là d'une entreprise qui doit être menée à une nouvelle échelle, beaucoup plus grande que celles évoquées jusqu'ici. Elle prouverait que... «la géographie... dans sa plénitude... (est) l'étude de la société par l'espace» (9). Mais elle permet tout de même de retenir que trois séries de contradictions caractérisent en fait l'espace national malgache : au problème déséquilibre entre les provinces et à l'indiscutable opposition ville-campagne, s'ajoutent en effet des contradictions, voire des antagonismes manifestes entre classes sociales, liées au mode de production capitaliste dominant dans un pays sous-développé.

Il est important pour le géographe de déterminer, dans l'optique du développement du pays, quelle est, parmi ses trois contradictions, la principale à l'heure actuelle. Mais, on le voit, c'est un autre débat géographique et politique à la fois qu'il faudrait ouvrir.

En tout cas, au terme de l'examen de ces quelques données concernant l'espace national, la suprématie de Tananarive et de sa province, tout comme le déséquilibre au détriment de toutes les autres provinces, n'apparaît pas sans

8). Sources : — Les chiffres de 1962 sont tirés de «Budgets et alimentation des ménages en 1962», INSRE. Ils sont crédibles mais dépassés.
 — Ceux de 1968-69 proviennent des «Enquêtes sur les budgets des ménages en milieu rural : Antanifotsy, Maroantsetra, Vohipena, Morondava», INSRE. Il s'agit d'exemples non extrapolables n'ayant donc pas de signification régionale (ou provinciale).
 — les chiffres de 1977-78 sont tirés de «Enquêtes sur les budgets des ménages — Milieu urbain — 1977-78, INSRE. Ce sont des résultats provisoires.

9). BRADEL (P.) — Ecrits sur l'histoire, Flammarion, Paris, 1969.

nuances. Et ce sont d'ailleurs des nuances importantes car il s'agit aussi bien du niveau industriel et de l'équipement moderne de l'agriculture que des revenus

En fait, le déséquilibre entre provinces, qui est un inégal développement, revêt des aspects multiples et complexes qui ne permettent pas une hiérarchisation simpliste entre elles. En plus, on l'a montré, ce n'est ni la seule, ni peut-être même la principale donnée constitutive du déséquilibre qui caractérise l'espace national malgache.

La simple mise en évidence de ces faits qui relève incontestablement du domaine de la géographie, constitue en somme à elle seule un démenti objectif à ceux de nos politiques qui, ayant des positions symétriques mais également menaçantes pour l'unité nationale, fondent leur opinion sur le vieux cliché colonial d'opposition Merina-Côtiers ou province de Tananarive -reste du pays, objectivement contestable.

En tout cas, à l'issue de l'analyse des disparités entre les provinces, que le géographe démente, confirme ou nuance la validité de ce cliché, il a nécessairement pris parti dans un problème politique capital. A juste titre, car honnêtement, peut-il exercer autrement son métier ?

Dans cette rapide esquisse sans prétention de l'espace national malgache, comme la brève analyse de la pression impérialiste dans le sud-ouest de l'Océan Indien, le géographe ne peut pas fuir les problèmes politiques. Ceux-ci font partie intégrante de son objet. Il ne peut guère choisir d'être apolitique : ce n'est qu'une illusion ou un paravent. Mais il peut choisir, par contre, la position politique qu'il veut servir. Et de toute façon, sa science est, qu'il le veuille ou non, au « service des états-majors » militaires et, plus encore, politiques !

III – POUR UNE GEOGRAPHIE MILITANTE A MADAGASCAR

Il faut d'abord dire que, jusqu'à présent, sous couvert d'une orientation affirmée vers la recherche fondamentale, même s'ils ne se sont pas toujours réfugiés derrière l'impolitisable géomorphologie, les géographes de Madagascar, à de rares exceptions près, n'ont pas pris toutes leurs responsabilités. Pas seulement les géographes étrangers d'ailleurs qui, par leur position, sont tenus à une certaine discrétion sur les questions débouchant trop directement sur le domaine politique. Mais aussi – et même surtout – les nationaux qui, par leur formation (non remise en cause), par crainte de voir leur quiétude intellectuelle troublée, ou plus rarement, par tactique, disent s'abstenir de « faire de la politique ». Ainsi, ce n'est pas la nationalité des géographes ayant exercé à Madagascar qui a conduit ici la géographie à une absence remarquable sur la scène des luttes politiques comme certains voudraient le faire croire par nationalisme déplacé, par chauvinisme ou xénophobie. C'est bien l'option prise, et qui tend à prévaloir jusqu'à maintenant, qui est à remettre en cause.



Le procès de cette pratique de la géographie serait facile mais, nous semble-t-il, inutile. On peut simplement noter que cette pratique cadre bien avec la politique néocoloniale officiellement en vigueur jusqu'en 1972, pratiquement invaincue jusqu'à présent ; cette politique a donné à la géographie malgache son image actuelle : celle d'une discipline réputée savante mais inutile. En effet, apparemment dédaignée par les états-majors politiques qui détiennent les rênes du pouvoir (et qui, en fait, sont heureux de trouver une discipline de sciences humaines bien inoffensive), elle joue le rôle de parent pauvre au sein de l'Université de Madagascar comme d'ailleurs dans l'ensemble du système scolaire. Quant aux masses populaires, largement analphabètes, elles ignorent les sciences, la géographie plus que d'autres, et ce n'est que justice. Au mieux, elles la trouvent bien loin de leurs préoccupations et donc réellement inutile à leurs yeux...

D'aucuns peuvent, parmi les géographes, trouver normale cette situation de la géographie, rassurante et, finalement, confortable. Mais, à notre avis, il y a lieu de s'inquiéter. Pas pour notre pain. Mais parce que devant l'impasse dans laquelle le pays risque de se trouver, l'«inutilité» apparente ou réelle de la géographie nous paraît tout à fait inacceptable. La stratégie impérialiste, les menées contre l'unité nationale et bien d'autres problèmes encore qui sont autant de facteurs bloquant le développement de Madagascar, intéressent d'une manière ou d'une autre la géographie. Et le moment semble venu de jeter, sans prétention mais aussi sans complexe, les premiers jalons d'une géographie militante et progressiste dans ce pays.

Il faut cependant bien s'entendre : les jalons évoqués ici ne peuvent constituer ni une quelconque recette ni un quelconque code de conduite pour «géographe militant». Non ! Les quelques réflexions que nous faisons n'ont qu'une ambition : appeler d'autres réflexions de la part de ceux qui sont intéressés à sortir la géographie malgache de l'ornière néo-coloniale où elle s'enlise.

x

x x

En premier lieu, notons qu'une géographie malgache progressiste n'est concevable que si la géographe est parvenu à constater que les paysans pauvres et les ouvriers constituent les classes fondamentales dans ce pays, aussi bien par le rôle qu'ils détiennent dans le processus de production et la mise en valeur du pays que par l'intérêt qu'ils ont à transformer radicalement le statu quo économique, social et, partant, politique. C'est au service de ces classes fondamentales que doit se mettre le géographe progressiste. Mais il faut reconnaître que ce n'est point là une tâche facile.

Elle implique en effet une claire analyse de classes, une prise de position nette vis-à-vis du régime politique en place, ce qui peut éventuellement conduire le géographe à combattre ce pouvoir en militant dans les organisations

des classes laborieuses ou, tout au moins, en aidant ces dernières par ses recherches et ses activités scientifiques. Car, il faut souligner que vouloir faire à tout prix de la géographie utile, en recherchant systématiquement la collaboration des organismes (privés ou publics) qui ont les moyens de mettre en application les résultats des recherches géographiques, sans se soucier de la nature de la classe du pouvoir qu'ils représentent, ne sert pas nécessairement, tant s'en faut, les intérêts des classes objectivement progressistes.

Reconnaissons qu'à l'heure actuelle bien des géographes malgaches se prononceront contre ce préalable politique, pourtant nécessaire mais qui, hâtons-nous de le dire, est insuffisant pour élaborer et pratiquer une géographie progressiste.

x

x x

Car, en deuxième lieu, il est indispensable de réorienter concrètement les recherches et l'enseignement de la géographie à l'Université, de même qu'il faut redéfinir la place de notre discipline dans l'Education de base et dans l'Enseignement secondaire.

Les recherches ne doivent plus être menées de manière anarchique (et incontrôlable), de façon profondément individualiste et apparemment libre, comme actuellement encore. Une géographie militante ne se conçoit, en effet, que dans le cadre de recherches communes (ou collectives), à l'intérieur d'un programme scientifique établi et en fonction des besoins de connaissances et de progrès des classes fondamentales. Ce qui ne signifie nullement la suppression des initiatives et des responsabilités individuelles, mais leur mise au service des masses populaires, c'est à dire les paysans pauvres et les ouvriers. Répétons-le : c'est là l'objectif premier de ce que sera la géographie malgache progressiste.

Dans cette optique d'ailleurs, en plus de la nécessaire réorientation, il est impératif de procéder systématiquement à la diffusion des résultats auprès des masses. C'est une entreprise capitale mais combien difficile ! En effet, pour mille raisons — et même à moyen terme — c'est sans doute pure utopie de croire qu'il est possible pour les géographes progressistes de mettre les résultats de leurs recherches à la portée de tous, même s'il n'est pas déraisonnable de projeter dès maintenant, de les mettre à la disposition de ceux qui luttent dans quelque village ou quelque quartier urbain. La connaissance objective de la réalité qu'ils veulent transformer augmentera leur efficacité. Ce ne peut être cependant pour l'instant qu'une entreprise limitée et partielle.

Pour rendre plus efficace la contribution de la géographie à la lutte des masses populaires, il serait infiniment plus important d'améliorer le rôle de la géographie dans l'ensemble du système scolaire. C'est là une affaire de syndicalisme pour les géographes désireux de militer pour le progrès et c'est aussi le troisième élément de réflexions que nous souhaitons évoquer. Du reste, face à la mauvaise réputation et à l'insignifiance du rôle actuellement accordé à la géographie, l'engagement syndical bien compris, à ce niveau élémentaire, constitue sans doute le premier pas indispensable à la naissance d'une géographie au service des masses populaires.

Mais combien sont-ils actuellement, les géographes malgaches décidés à abandonner leur confort intellectuel en remettant en cause l'orientation idéologique acquise, décidés à quitter le confort matériel d'une routine sécurisante, en s'engageant dans des recherches et dans une pratique professionnelle qui serviront les classes fondamentales et leurs organisations de lutte ?

Il faut bien constater avec lucidité que la volonté de façonner une géographie militante et progressiste ne s'est pas encore emparée du corps des géographes malgaches.

Mais le bouillonnement idéologique que connaît actuellement Madagascar et tout particulièrement l'Université malgache, corrélatif d'ailleurs aux luttes que mènent les classes fondamentales contre l'impérialisme et ses alliés nationaux contre la crise qui les touche sérieusement, crée malgré maints problèmes, des conditions favorables et, espérons-le, décisives pour l'éclosion d'une géographie malgache enfin au service du peuple. Il est toutefois clair que cette éclosion ne sera ni soudaine ni sans déchirement...

G. RABEARIMANANA.